



## TENDANCE DES SAISIES DE DROGUES, ÉVOLUTION DES TACTIQUES DES TRAFIQUANTS ET STRATÉGIES DE LUTTE EN CÔTE D'IVOIRE

**Kafé Guy Christian KROUBO**

UFR Criminologie, UFHB Cocody- Abidjan

[christiankafe@yahoo.fr](mailto:christiankafe@yahoo.fr)

&

**Bakary OUATTARA**

UFR Criminologie, UFHB Cocody-Abidjan

[bakary2000@gmail.com](mailto:bakary2000@gmail.com)

&

**N'da Joseph DAKON**

UFR Criminologie, UFHB Cocody-Abidjan,

[dakonndajoseph@gmail.com](mailto:dakonndajoseph@gmail.com)

**Résumé :** Entre 2020 et 2022, la police ivoirienne a saisi plus de 3,565 tonnes de cocaïne et démantelé un vaste réseau international de trafiquants de drogues à Abidjan. Certains observateurs ont salué les efforts des forces de sécurité ivoiriennes contre le narcotrafic, tandis que d'autres ont exprimé leurs inquiétudes face à l'essor de la Côte d'Ivoire comme zone de transit pour la drogue à destination de l'Occident. L'objectif de cette étude est d'analyser les tendances des saisies de drogues, l'évolution des tactiques des trafiquants et les stratégies de lutte ou de prévention adoptées en réponse à ce phénomène de 2019 à 2023.

La méthodologie s'appuie sur l'analyse des enquêtes et des comptes rendus du procès de trafic international de cocaïne, qui a eu lieu entre mars et mai 2024 à Abidjan. Par ailleurs, la recherche documentaire et l'entretien semi directif d'agents de structure de répression et de trafiquants de drogues ont été utilisés.

Les résultats portent sur les saisies, les zones de trafic et les stratégies des narcotrafiquants. Sur les saisies, l'étude note une augmentation des prises de drogues (cannabis-cocaïne-MQIF) au fil des années, ce qui indique que le pays offre des opportunités d'approvisionnement de drogues. Concernant les zones de trafic, on observe qu'en dehors d'Abidjan, de nombreuses villes sont désormais la cible des réseaux de narcotrafiquants (San Pedro-Man-Vavoua-Séguéla-Aboisso). Quant aux changements tactiques des trafiquants, l'étude révèle que ces derniers utilisent des sociétés écrans et recrutent des acteurs de la sécurité pour éviter le contrôle social formel. L'étude appelle en termes de réponses, à une collaboration internationale renforcée et à faire de l'acteur de la sécurité, le pilier de la lutte contre la criminalité.

**Mots clés :** drogues-saisies-tactiques criminelles-prévention

## TRENDS IN DRUG SEIZURES, EVOLUTION OF TRAFFICKERS' TACTICS AND CONTROL STRATEGIES IN CÔTE D'IVOIRE

**Abstract:** Between 2020 and 2022, Ivorian police seized more than 3,565 tonnes of cocaine and dismantled a vast international network of drug traffickers in Abidjan. Some observers have praised the efforts of Ivorian security forces against drug trafficking, while others have expressed concerns about the rise of Ivory Coast as a transit zone for drugs bound for the West. The objective of this study is to analyze trends in drug seizures, the evolution of traffickers' tactics and the combat or prevention strategies adopted in response to this phenomenon from 2019 to 2023.

The methodology is based on the analysis of investigations and reports from the international cocaine trafficking trial, which took place between March and May 2024 in Abidjan. Furthermore, documentary research and semi-structured interviews with law enforcement agents and drug traffickers were used.

The results relate to seizures, trafficking areas and the strategies of drug traffickers. Regarding seizures, the study notes an increase in drug intake (cannabis-cocaine-MQIF) over the years, which indicates that the country offers drug supply opportunities. Concerning trafficking zones, we observe that outside of Abidjan, many towns are now the target of drug trafficking networks (San Pedro-Man-Vavoua-Séguéla-Aboisso). As for the tactical changes of traffickers, the study reveals that they use front companies and recruit security actors to avoid formal social control. In terms of responses, the study calls for strengthened international collaboration and making the security actor the pillar of the fight against crime.

**Keywords** drugs - seizures - Criminal tactics - Prevention

### Introduction

Dans son dernier rapport sur les drogues, l'ONUDDC (2023) s'inquiète de l'augmentation des quantités de drogues à destination de l'Europe qui transitent par l'Afrique de l'Ouest. Cette partie du continent serait devenue en quelques années une zone de forte consommation de cocaïne, de cannabis et d'opioïdes notamment du tramadol qui inquiète l'ONUDDC. Selon les données de cette organisation, entre 2019 et 2021, près de 47,5 tonnes de cocaïne ont été saisies dans la région, un chiffre en constante progression. Au cours de l'année 2023, environ 3 tonnes de cocaïne ont été saisies sur un navire arraisonné au large de Dakar au Sénégal, tandis qu'en Mauritanie la douane interceptait dans les eaux territoriales 1218 kg de cocaïne. Dans le Golfe de Guinée sur un bateau de pêche en provenance de l'Amérique latine, 880 kilogrammes de cocaïne ont été interceptés par le Mistral, deuxième plus grand navire de la France. Une année avant, le service des douanes de Bobo-Dioulasso a annoncé avoir saisi 115118 kilos de cocaïne et la National Drug Law Enforcement Agency (NDLEA) au Nigeria a saisi 1,8 tonne de cocaïne dans un entrepôt au sein d'une propriété à Lagos (C. Nellemann, R. Henriksen et al., 2018).

De nombreux spécialistes observent que ce trafic de drogues semble largement organisé par des groupes ou des réseaux criminels polyvalents à l'image de groupes



armés non étatiques qui sévissent en Amérique latine et en Afrique centrale (C. Nellemann, R. Henriksen, 2018, p.5). Cette activité s'associe et se complète généralement dans le temps avec d'autres activités illégales et criminelles (M. Schiray, 2001, p.393). Au sahel, les groupes d'insurgés financent principalement leurs activités grâce au trafic de drogues à la taxation illégale de la population et aux activités commerciales illicites (des minerais, de l'or, du charbon ou du bois) ou bien grâce à des taxes imposées aux migrants. Lorsqu'ils n'exercent pas un contrôle territorial, les financements impliquent plus fréquemment une certaine mobilité, telle que les enlèvements contre rançon ou la contrebande de produits de grande valeur comme les drogues (PNUE, INTERPOL, 2014, p. 8 ; S. Boeke, 2016, p.918). Selon P.-A. Chouvy, (2004, p. 229), ces stratégies de financement sont similaires à celles des groupes criminels qui opèrent aux frontières de la Birmanie, du Laos et de la Thaïlande, et qui prospèrent aussi bien grâce aux flux de drogues mais aussi du trafic de personnes, d'armes, d'espèces animales et végétales, ou encore d'objets de contrefaçon ou de biens de consommation. Dans leurs stratégies d'acheminement de la drogue, les trafiquants exécutent souvent une séquence d'opérations et de transactions qui composent la chaîne de distribution et qui impliquent souvent de nombreux individus. M. Natarajan, M. Zanella et C. Yu, (2015, p.415) identifient quatre étapes principales de la distribution à savoir : la culture et la production des substances stupéfiantes, l'importation et la contrebande depuis le pays producteur vers le pays consommateur, la distribution en gros à une échelle régionale et la vente de détail à une échelle locale. Des individus impliqués dans le trafic de stupéfiants peuvent avoir un ou plusieurs rôles qui peuvent varier au cours du temps. Bien que certains rôles ne sont pas représentés dans tous les groupes actifs dans le trafic de stupéfiants, S. Keating, Q. Rossy et P. Esseiva (2020, P.176), identifient les rôles de coordinateur ou organisateur, fournisseurs, transporteurs, responsables de dépôt, grossiste, vendeurs, livreurs, revendeurs. Ces réseaux criminels utilisent des structures commerciales légales pour leurs activités illicites. Ils s'efforcent ainsi de masquer le produit, les sources ou la nature de leurs activités illicites pour rendre possible les flux financiers illicites. En outre, les criminels font appel aux communications chiffrées pour entrer en relation entre eux, et ils exploitent les médias sociaux et les services de messagerie instantanée pour s'adresser à un public plus large auprès duquel ils vantent leurs produits (OICS, 2021, p.3).

Les groupes criminels organisés jouent également sur la corruption pour promouvoir et réaliser leurs programmes. Celle-ci entraînerait un système propice au trafic ainsi qu'une augmentation des inégalités, qui créent à leur tour la hausse du taux de criminalité (N. Lacera, 2017, p. 4). La procédure ordinaire de corruption consiste de la part des trafiquants à inviter les représentants de l'État à renier leur engagement en leur faisant valoir la promesse d'un bien, d'un service ou d'une richesse particulièrement désirable, avant de brandir, si nécessaire, de terribles menaces à l'égard du fonctionnaire ou de ses proches (OICS, 2021, p.3).

L'activité criminelle liée à l'économie de la drogue menace le développement politique, économique et social et la sécurité aussi bien des pays producteurs que des pays de

transit (OICS, 2021). En plus des effets néfastes sur la santé des usagers, la drogue alimente aussi la violence, l'insécurité, l'instabilité et la corruption dans les pays concernés (E. Silver et C. Johnson, 2021, p. 7). Dans les grandes agglomérations notamment, les conséquences les plus sensibles sont liées à la consommation et l'abus de drogues qui sont aussi facteur d'insécurité publique (M. Schiray, 2001, p.390). Ce trafic contribue au financement d'organisations terroristes ou de guérillas. Sur les trente-cinq conflits relevés par A. Labrousse (2011), au sein desquels la présence de la drogue est avérée à des degrés divers entre 1999 et 2010, quinze étaient situés en Afrique. Les groupes islamistes ayant conquis la moitié Nord du Mali au début de l'année 2012 ont tiré une bonne part de leurs ressources, et donc de leur force de frappe, du rançonnement du transit saharien de la cocaïne sud-américaine à destination de l'Europe.

Dans ce climat de menaces, les pays environnants la Côte d'Ivoire sont confrontés à des conflits violents impliquant des terroristes ainsi que des combattants terroristes étrangers se déplaçant au-delà des frontières nationales. Aussi, les vellétés d'expansion des opérations criminelles des groupes djihadistes en Côte d'Ivoire sont clairement identifiées. En effet, des groupes djihadistes et des réseaux criminels polyvalents qui sont actifs dans le Sahel et dans la zone frontalière Côte d'Ivoire, Mali et Burkina Faso financent leurs actions en partie grâce au commerce illicite de la drogue (Gaye, 2017) et d'autres activités illégales et criminelles (Schiray, 2001). Bien que peu de données statistiques soient disponibles en termes de condamnations judiciaires pour des faits de trafics de drogues, il arrive que des saisies et des arrestations soient effectuées notamment par des services spécialisés. En Côte d'Ivoire, les saisies de drogues illustrent la vulnérabilité du pays face aux réseaux criminels. La situation interpelle sur l'efficacité des dispositifs de sécurité, notamment le contrôle des frontières. Ce contexte de menaces sécuritaires conduit à examiner les stratégies de lutte ou de prévention adoptées en réponse à ce phénomène tout en identifiant les modes opératoires des criminels.

Cette étude vise à examiner les tendances des saisies de drogues, l'évolution des tactiques des trafiquants et les stratégies de lutte ou de prévention adoptées par l'Etat de Côte d'Ivoire en réponse à ce phénomène.

L'étude s'inscrit dans la théorie des opportunités criminelles (Cusson, 1986, p. 37).

Cette théorie prétend que la commission d'un délit résulte à la fois de facteurs humains, d'une occasion et d'une situation incitatrice. Il faut en plus d'un délinquant motivé et une cible intéressante, l'absence de gardiens. Le manque de moyens de contrôle constituant la meilleure opportunité pour les délinquants. En d'autres termes, le contrôle social dissuasif serait très faible pour conduire les trafiquants de drogues au désistement.

## **Méthodologie**

Cette étude s'est concentrée sur Abidjan, la capitale économique de la Côte d'Ivoire, en raison de la centralisation des institutions de lutte contre la criminalité et du rôle



crucial de la ville dans le contrôle des trafics de drogues. L'objectif était d'analyser les stratégies de répression et d'adaptation face au trafic de stupéfiants en collectant des données auprès des acteurs clés de ce domaine. Toutes les données relatives aux saisies de drogues et déferrements pour infractions liées à la drogue par les structures de répression y sont centralisées.

L'échantillon se compose de 24 participants, incluant des magistrats, des agents spécialisés et des acteurs du trafic de drogues. Cette diversité permet d'obtenir une vision à la fois institutionnelle et empirique des dynamiques du trafic en Côte d'Ivoire. Les participants ont été sélectionnés sur la base de leur expertise et de leur implication directe dans les affaires de stupéfiants. Concernant les trafiquants de drogues, 1 parlementaire, 1 fournisseur, 1 chef de fumoir et 1 dealer ont été interrogés. Pour les structures spécialisées ce sont 18 agents qui ont pris part à l'enquête en raison de 3 agents par structure de répression. Il s'agit de la Direction de la Police des Stupéfiants et Drogues (DPSD), la Section Anti-Drogue de la Gendarmerie Nationale (SADGN), la Subdivision des Stupéfiants et Drogues des Douanes Ivoiriennes (SSDDI), la Cellule Aéroportuaire Anti Trafics (CAAT), l'Unité de Lutte contre la Criminalité Transnationale Organisée (UCT) et le Comité National de Lutte contre le Trafic illicite et la Contrefaçon de Médicaments (COTRAMED). Ils ont été choisis par la technique du choix raisonné sur la base de leur maîtrise du sujet étudié. Étant donné les objectifs de l'étude, seuls des individus ayant une connaissance approfondie des saisies, des modes opératoires des trafiquants, et des politiques de répression ont été interrogés. Cette recherche repose en partie sur une exploitation des éléments d'enquêtes et de compte rendus du procès du trafic international de cocaïne entre San Pédro et Abidjan qui a pris fin le 7 Mai 2024 à Abidjan après 20 mois d'enquête et 3 mois de procès. Les informations ont été complétées par une recherche documentaire et des entretiens directifs et semi directifs des agents de structure de répression et quelques trafiquants de drogues. Les items tournaient autour de l'évolution des saisies et de l'analyse qu'en font les acteurs, la diversité des tactiques criminelles, les stratégies d'adaptation du contrôle sociale aux modes opératoires des trafiquants. Les méthodes d'analyse de données utilisées sont l'analyse qualitative à travers l'analyse de contenu.

## Résultats

Les résultats portent sur les tendances des saisies de drogues, l'évolution des tactiques des trafiquants et les stratégies de lutte ou de prévention.

### 1. Tendances des saisies de drogues

#### 1.1. Analyse des données sur les saisies de drogues et destruction de fumoirs

Tableau 1 : bilan des saisies de drogues par les structures de répression

Drogues saisies	Années					Total
	2019	2020	2021	2022	2023	
<b>Cannabis</b>	27,88 T	13,6 T	10 T	7 T	31 T	<b>89,999 T</b>
<b>Cannabis plants</b>	4848	2413	ND	ND		7261

<b>Cocaïne</b>	1.39 KG	406 KG	1 T	2 T	6,912 T	<b>9,912 T</b>
<b>Héroïne</b>	23.96 KG	48 KG	ND	ND	ND	71.96 KG
<b>STA et NSP</b>	1.334 T	00	ND	ND	ND	<b>1.334 T</b>
<b>MDFT</b>	658.254 KG	36.94 KG	ND	ND	ND	695.194 kg
<b>PPNE</b>	517.034 T	107.043 T	750 T	150 T	ND	<b>1524.077 T</b>
<b>Fumoirs</b>	790	1175	2364	1498	ND	5827

Données issues des structures de répression

Les principales drogues qui font l'objet d'un trafic important sont le cannabis, la cocaïne, les stimulants de type amphétamine et les nouvelles substances psychoactives, les produits pharmaceutiques de contrefaçon (médicaments de qualité inférieure et falsifiés et les produits chinois).

Le cannabis : sur la période de 2019 à 2023, les services de répression ont saisi près de 89,999 tonnes. En 2019, les saisies sont importantes autour de 27 tonnes. Elles diminuent ensuite entre 2020 et 2022 passant de 13 tonnes à 7 tonnes. Cependant entre le deuxième semestre de 2022 et fin 2023, les saisies remontent à 31 tonnes. Selon les agents de répression, c'est la maîtrise des itinéraires de trafic, des modes de dissimulation et le renforcement du contrôle qui ont abouti à une augmentation des saisies ce qui traduit selon eux une baisse du trafic et non un changement stratégique des trafiquants. Le cannabis reste la drogue la plus consommée en Côte d'Ivoire. Cette consommation est plus accentuée chez les élèves qui les adolescents. Les fumoirs et les lieux de plaisir sont les endroits de prédilection des fumeurs. Les jeunes qui consomment du cannabis se trouvent à une phase importante de leur vie notamment la période des grands apprentissages.

La cocaïne : de 2019 à 2023, nous avons 9,912 tonnes qui ont été saisies. On observe une augmentation des saisies surtout à partir de 2021 et 2022 où l'on passe de 1 tonne à 2 tonnes. En 2023, on observe des saisies record de 6.912 tonnes sur toute l'étendue du territoire. L'enquête a montré que les trafiquants montent de petits laboratoires dans les résidences qui servent à couper la cocaïne avant de la revendre. Quand on observe les saisies réalisées dans la sous-région durant les mêmes périodes, on constate que les narcotrafiquants voulaient faire de l'Afrique de l'Ouest la zone de prédilection de la cocaïne.

Les produits pharmaceutiques de contrefaçon (médicaments de qualité inférieure et falsifiés et les produits chinois) sont les psychotropes les plus saisies par les autorités de répression. Sur la période de 2019 à 2022, les saisies s'élèvent à 1524 tonnes. Même si les quantités saisies diminuent chaque année, elles restent quand même importantes. De 519 tonnes en 2019, les saisies ont baissé à 107 tonnes en 2020. Mais en 2021, elles sont remontées à 750 tonnes avant de chuter à 150 tonnes en 2022.

Les stimulants de type amphétamine et les nouvelles substances psychoactives : on observe qu'après 2019, aucune saisie n'a été effectuée. Selon les agents, de nombreuses



substances STA et NSP sont comptabilisées parmi les médicaments de qualité inférieure et falsifiés MQIF. En septembre 2023, plus de 5 tonnes de médicaments détournés à des fins toxicomaniaques composés essentiellement de tramadol avaient été saisis et reversés aux MQIF.

Les criminels profitent du fait qu'à l'inverse du trafic de stupéfiants, le commerce de faux médicaments demeure largement impuni dans le pays, étant considéré comme un simple délit de violation de la propriété intellectuelle, en dépit de nombreuses maladies et décès qu'il suscite.

Les fumoirs : sur la période de 2019 à 2022, ce sont au total 5827 fumoirs qui ont été détruits. Il ressort tout de même que chaque année le nombre de fumoirs détruit va croissant. Malgré les efforts des agents de répression, de nombreux fumoirs ne sont pas démantelés et les trafiquants reconstruisent les fumoirs sur les anciens sites détruits après chaque opération de la police. Ces dernières années, la structure des fumoirs est passée des sites fermés à des sites ouverts, des abris de fortune sous des bâches, des préaux des maisons inachevés, des endroits qui facilitent la fuite des occupants en cas d'intervention de la police. A des prix défiant toute concurrence, les usagers de drogues dans les fumoirs se voient offrir tout un éventail de drogues, de la marijuana à l'héroïne, en passant par le crack. La dose traditionnelle coûte 3 000 francs CFA composé d'un cocktail de « yo » (crack), de « pao » (héroïne) et de « cali » (cannabis), le tout roulé avec du tabac. Dans certains fumoirs, l'héroïne n'est pas injectée mais inhalée.

Le trafic de drogues aggrave le sentiment d'insécurité et les menaces de type criminel dans les quartiers d'Abidjan et les villes de l'intérieur du pays, chez les communautés vulnérables qui vivent dans des zones inaccessibles aux forces de police. Dans certains secteurs d'activités comme le transport, le trafic et la consommation de drogues vont de pair avec des activités illégales ou non réglementées qui ont des effets néfastes sur l'environnement et la société, et financent même parfois ces activités. Celles-ci incluent, dans certaines zones du pays, l'occupation anarchique du domaine public par des groupes d'individus, la création illégale de gares routières, le prélèvement anarchiques de taxes aux transporteurs, la création et le financement de gangs appelés « gnambros », et le financement de gangs criminels « microbes » qui sont des acteurs de la violence qui règne dans ce milieu. Dans certaines villes du pays, le trafic et l'usage de drogues alimentent l'orpaillage clandestin et le commerce du sexe qui se développe autour de cette activité illégale. Dans les zones de production du cannabis ou de commercialisation des produits pharmaceutiques de contrefaçon, les populations deviennent les victimes collatérales de la criminalité, subissant agressions, racket ainsi qu'une exposition accrue à la violence et à la victimisation. Dans la commune de Yopougon, en janvier 2023 de violents affrontements à la machette ont opposés deux gangs rivaux de trafiquants de drogues pour la sécurisation de leurs territoires. Ces affrontements ont causé des blessés et des destructions de biens. Dans certaines villes de l'intérieur les groupes qui se livrent au trafic de drogues attendent de plus en plus aux droits humains, à la sécurité et au bien-être des populations rurales. Dans la ville

de N'douci, des affrontements pour le contrôle du marché local de la drogue a entraîné en Août 2022 un mort, plusieurs blessés et d'importants dégâts matériels. Enfin le trafic génère de nombreux fumoirs dans les quartiers ou les habitants laissent les gangs régner en échange de la sécurité. Pour les agents de répression ces différentes saisies montrent une efficacité et un renforcement de la vigilance. Les marchés des drogues illégales évoluent rapidement dans certaines zones comme Abidjan, Man et Daloa. Cependant, l'implantation de ces marchés s'opèrent de façon souterraine et non pas de manière radicale. Le cannabis, les stimulants opioïdes et les médicaments de contrefaçons y occupent une place de plus en plus importante. Ces drogues sont peu chères, faciles et rapides à fabriquer. Les trafiquants installent des marchés et des fumoirs afin de rapprocher les produits à la consommation et de remplacer rapidement les produits saisis.

## **1.2. Identification des zones de trafic de drogues**

*La zone d'Abidjan* : c'est la plus grande zone de trafic, sa position de capitale économique en fait un marché majeur pour la drogue, servant à la fois de transit, de commercialisation et de consommation. Roxy, le plus grand marché de faux médicaments d'Afrique de l'Ouest. Toutes sortes de drogues y ont été saisies. A Abidjan, le mode opératoire des trafiquants consiste à dissimuler la drogue dans des résidences privées situées dans les quartiers huppés à l'abri des regards et surveillées 24 h sur 24 par des guetteurs. Le 24 février 2021, suite à des perquisitions au domicile d'un suspect à Angré, les éléments de l'Unité d'intervention de la gendarmerie nationale (UIGN) et du Groupe de sécurité portuaire (GSP) ont saisi 48 sacs de 22 blocs de cocaïne chacun, soit près de 1,56 tonne de cocaïne. . Cette saisie illustre non seulement l'ampleur du trafic à Abidjan, mais aussi la capacité des trafiquants à infiltrer des quartiers sécurisés, soulignant ainsi la nécessité de stratégies de contrôle plus rigoureuses. C'est également dans une villa de la commune huppée de Cocody que la gendarmerie a saisi 200 tonnes de faux médicaments en Novembre 2019.

Après avoir examiné la dynamique d'Abidjan, il est important de se pencher sur la zone Est, qui représente un défi particulier en raison de sa frontière poreuse avec le Ghana.

*La zone Est, zone frontalière avec le Ghana* : la longue frontière que partagent la Côte d'Ivoire et le Ghana est une zone de prédilection du cannabis et des médicaments de contrefaçons. C'est une frontière perméable offrant de nombreuses opportunités criminelles comme les échanges culturelles entre les peuples situés de part et d'autre de la frontière, les cours d'eaux, les forêts et les plantations. Dans cette partie du pays, le mode opératoire consiste en une dissimulation des produits dans les champs et dans les camions, les marchandises importées et en l'usage de la corruption envers les forces de police. En octobre 2021, c'est dans un camion poids lourd en provenance du Ghana que les agents des douanes du poste de Takikro à la frontière ivoiro-ghanéenne, ont saisi 2,81 tonnes de drogues. Dans les mêmes conditions en janvier 2022, environ 1,626 tonne de cannabis ont été saisi à Noé lors d'une opération de contrôle de routine à la



frontière terrestre Côte d'Ivoire-Ghana. Il arrive que les trafiquants dans leur manœuvre, déchargent et dissimulent dans la broussaille la drogue transportée pour éviter les embuscades des policiers. C'est ce que révèlent les saisies de cannabis opérées par les douanes ivoiriennes en Mai et Juin 2022 à Akaty et Kotokossou à la frontière ivoiro-ghanéenne. En effet, suite à une information anonyme, les forces de l'ordre ont découvert environs 4,18 tonnes de cannabis dans la brousse jouxtant ces deux villages.

A l'instar de la zone Est, les trafiquants profitent aussi des opportunités de la zone Ouest, notamment de la forêt du mont Nimba qui sert de frontière avec la Guinée et le Liberia.

*La zone ouest, centre ouest et centre nord* : Il s'agit de Man, Séguéla, Issia, Kani, Saïoua, Daloa, Vavoua, Bonoufla et Zoukougbeu qui sont des villes de prédilection du cannabis, des médicaments détournés à des fins toxicomaniaques (Ephédrine, Benzodiazépines, Tramadol), médicaments de qualité inférieure et falsifiés, de produits médicamenteux prohibés d'origine chinoise. Cette zone offre des opportunités de trafic en raison de la frontière avec le Liberia et la Guinée. On y dénombre de nombreux marchés illicites de faux médicaments et des réseaux de commerces de drogues. Selon nos sources, la ville de Vavoua est devenue en quelques années, la plaque tournante de la drogue et des produits contrefaits dans la zone centre ouest. Tous les trafiquants atterrissent d'abord dans cette ville avec leurs marchandises avant de les écouler dans les localités voisines, notamment les villes de Daloa, Issia, Guessabo, Zoukougbeu, Bonon. En 2022, la police a saisi quinze (15) tonnes de faux médicaments dans la ville de Vavoua. En 2023, les forces de répression ont démantelé 87 fumoirs et saisi 12 tonnes de drogues et faux médicaments dans les régions du Haut Sassandra et du Worodougou. Le mode opératoire des trafiquants dans cette région est semblable à celui de la zone Est. Les délinquants profitent de la porosité de la frontière, de la complicité des villageois, des transporteurs et de certains agents de sécurité corrompus. Après Abidjan et les zones Est et Ouest, les trafiquants semblent s'intéresser de plus en plus à la dynamique de la zone côtière de San-Pedro.

*La zone de San-Pédro* : la mer reste la principale voie de passage des drogues dans cette zone. Les trafiquants viennent par la mer au moyen de bateaux. En Avril 2022, dans la localité de San Pedro la police a saisi 1,889 tonne de cocaïne.

## **2. Évolution des techniques d'approvisionnement et d'acheminement de la drogue**

### **2.1. Stratégies d'approvisionnement en drogue**

- Fragmentation des chaînes d'approvisionnement de la drogue

Les trafiquants recrutent plusieurs jeunes qu'ils repartissent en petits groupes qui exécutent des tâches spécifiques. Un premier groupe est chargé de passer la frontière,

un second transporte la marchandise dans les lieux tenus secrets, puis un autre se charge de la commercialisation. Ces groupes sont autonomes les uns des autres, au point où il est parfois difficile pour les services de police de remonter la chaîne de distribution. Ces groupes sont cependant hiérarchisés, plus innovants et capables de s'adapter en cas d'intervention de la police. Ils s'installent de manière souterraine, se font discrets sans user de violence, parfois après négociation avec les populations à qui ils promettent protection et aides financières. En opérant ainsi, les groupes criminels se protègent des interventions de détection et de répression. L'enquête a montré qu'à Abidjan, les importateurs approvisionnent les grossistes et semi grossistes qui eux fournissent les fumoirs. Ces derniers accueillent les consommateurs et vendent leurs produits aux dealers, aux groupes criminels « microbes », aux « gnambros » et aux syndicats des transporteurs.

En plus de cette technique, il semble que les trafiquants diversifient les voies de transports des produits.

- Diversité des modes de transport et de dissimulation

L'enquête a révélé une diversification des méthodes de dissimulation. Il s'agit de l'utilisation de véhicules avec double fond, de véhicule transportant des produits vivriers, de véhicules importés destinés à la vente, de cargaison de poissons et de volailles congelés). Les trafiquants exploitent de plus en plus des voies maritimes, avec l'utilisation de pirogues notamment dans la zone d'Aboisso et de San-Pédro. La pirogue apparaît dans ces zones comme le moyen essentiel de camouflage, de dissuasion, utilisé par les trafiquants. Les trafiquants exploitent aussi l'entraide entre les communautés qui vivent à la frontière ce qui minimise les risques d'être appréhendé par les services de sécurité. Par ailleurs, pour tromper la vigilance des agents de sécurité, les trafiquants créent des sociétés fictives.

- Utilisation de sociétés écrans

Les trafiquants créent des sociétés écrans pour justifier les transferts de fonds et blanchir l'argent tiré de la vente de drogues. Dans le cas du trafic international de cocaïne, le cerveau présumé de l'affaire, un ancien policier espagnol, est établi depuis 2018 à San Pedro comme patron de deux sociétés-écrans. Il s'agit de Kibor Africa et Sentinel Company, dont l'activité changeait au gré des interlocuteurs : transport, équipement sportif et même prestataire pour National Geographic.

- Diversification des rôles

Les narcotrafiquants mettent en place une organisation basée sur diverses nationalités et des compétences internationales. Pour le cas du trafic international de cocaïne, on trouve des Espagnols, des Italiens, des Colombiens, des hommes d'affaires libanais, des Nigériens et des Ivoiriens.

On a le « professionnel », cerveau des opérations ; « le notaire certificateur » chargé de la vérification de la qualité de la cocaïne et à sa surveillance ; « le financier » ; « le



représentant du cartel international » ; « des associés pour les sociétés écrans chargés du blanchiment des capitaux » ;

A côté de ce noyau, les narcotrafiquants font appel à des compétences nationales pour coordonner les opérations. Dans le cas du trafic international de cocaïne, le cerveau du réseau

se serait appuyé sur un membre du Conseil régional de San Pédro pour le transport des produits, tout comme le commandant de la base navale de San Pedro, dont l'aide a été précieuse pour avoir donné l'information de l'arrivée de la frégate française dans le port ce qui aurait permis au cerveau de faire arriver la drogue plus tôt et donc, d'éviter d'éventuel contrôle. Quant au chef de la police criminelle, il aurait intentionnellement fermé les yeux sur les activités de Miguel Devesa, alors que l'ex-directeur régional de la Compagnie ivoirienne d'électricité (CIE), aurait coupé l'électricité dans les zones de passage du convoi de drogues. Grâce à ces méthodes, Miguel Devesa était parvenu à mettre sur pied un solide réseau de complicités dans divers corps de métier.

- Installation de laboratoires

Les acheteurs potentiels sont trouvés et contactés par les trafiquants. Aussi, de petits laboratoires servant à couper la drogue sont créés dans un appartement choisi dans un quartier huppé d'Abidjan. Une fois la drogue importée, elle est coupée, emballée et estampillée de logos fantaisistes de marque de voiture, de chaussure ou autres. Elle est ensuite distribuée en petites quantités au niveau local via les hôtels, restaurants, boîtes de nuit et la grande partie est vendue aux gros acheteurs de la sous-région.

Lorsque la marchandise vient de l'Amérique du sud et donc supposée de bonne qualité, elle est coupée et destinée à de gros acheteurs venus de toute la sous-région (Des Nigériens, des Béninois, des Sénégalais, Mais surtout des Ghanéens) ou exportée en Europe.

Dans le cas du trafic international de cocaïne, la poudre basse gamme a été importée du Ghana à partir de 2018 et des spécialistes ghanéens et nigériens ont été recrutés pour la couper dans un petit laboratoire installé dans la maison de Koumassi. Emballée, la drogue était estampillée d'un logo Mercedes. Quant à la bonne qualité une fois livrée, devait être revendue en Afrique de l'Ouest ou exportée en Europe.

## **2.2.Stratégie d'évitement du contrôle sociale**

- Corruption à grande échelle

Les gains sont utilisés pour financer un recours systématique et massif à la corruption. Dans le cas du trafic de cocaïne, les narcotrafiquants ont utilisé diverses personnalités physiques et morales pour le convoyage de la drogue, son stockage et sa commercialisation. Un conseiller régional de San Pedro ; le chef de la base navale de San Pedro ; le commissaire, chef de la police criminelle de San Pedro ; des officiers et sous-officiers des forces de sécurité ; un ex-directeur régional de la Compagnie

ivoirienne d'électricité (CIE) ; des hommes d'affaires exerçant dans le milieu de la pâtisserie et de la boulangerie, du bâtiment, de l'hôtellerie et de la sécurité privée ont tous participé chacun à son niveau à l'organisation. Dans le processus de recrutement des agents locaux, le narcotrafiquant cerveau de l'opération, s'est présenté à chacun de ses interlocuteurs tantôt comme un homme d'affaire tantôt comme un touriste, utilisant une approche de séduction, d'amitié, cherchant à gagner les faveurs de ses cibles en identifiant leur point faible. Il les gratifiait de cadeaux et d'argent et finançait parfois certaines de leurs activités. Une fois que les cibles devenaient perméables, qu'ils acceptaient l'argent et les cadeaux, le narco déclinait petit à petit ses activités de contrebande, puis une fois les cibles sont suffisamment ferrées, le narcotrafiquant leur demandait en retour de l'aide de l'assistance pour la réussite de son activité. Me Abdoulaye Ben Meité, représentant l'Etat de Côte d'Ivoire au procès du vaste trafic international de cocaïne orchestré entre les villes côtières de San Pedro et Abidjan, qualifiait Miguel Angel Devesa Mera, de « *chef d'un réseau bien ficelé de trafiquants de drogue établi en Côte d'Ivoire depuis plusieurs années et opérant de façon transnationale* ».

Lors de son audition au cours du procès, le narcotrafiquant espagnol Miguel Devesa a expliqué sa méthode en ces termes : « *C'est très facile de faire tomber tous ces gens dans la police et l'armée. Ils manquent de formation, ils manquent de moyens. Le commissaire Dosso, par exemple, avait besoin de batteries solaires et d'un groupe électrogène pour l'école qu'il faisait construire. Quant à Guy Serge Leila Kouassi, l'ancien commandant de la base navale de San Pedro, il était un grand amateur de boîtes de nuit et de compagnie féminine, et cherchait à financer sa vie nocturne agitée* ».

- Sécurisation des communications et des transactions des produits

Pour sécuriser les communications, les narcotrafiquants utilisent des appareils sans connexion Internet appelés « jumbolo » à Abidjan. Ces petits téléphones impossibles à localiser sont vendus entre 3.000 et 10.000 FCFA dans les marchés. Dans le cas du trafic international de cocaïne, c'est le commissaire de la police criminelle de San Pedro qui a été chargé d'acheter « des petits téléphones à 10 000 francs CFA » pour le compte du narcotrafiquant et ses hommes. Grâce à ces méthodes, Miguel Devesa avait accès à toute l'administration grâce à ses liens avec un élu du conseil régional de San Pedro. Le commandant de la base navale de San Pedro tenait la marine ivoirienne à distance du port lorsque la marchandise y était débarquée et devait prévenir en cas d'escale de la marine française. Quant au commissaire de la police criminelle, sa fréquentation permettait dans un premier temps à Miguel Devesa de soutirer des informations sur le fonctionnement et l'organisation de la police de San Pedro, et de s'assurer que ni la justice espagnole ni la justice internationale ne cherchaient à le retrouver. Dans un second temps, c'est lui qui aurait fourni une escorte policière au narcotrafiquant pour acheminer la cocaïne par la route de San Pedro à Abidjan sans être inquiété aux barrages de police.

- Aveux et coopération avec la justice



Contrairement aux règles de fonctionnement du monde de la drogue qui commandent la loi du silence dans le trafic, de plus en plus de trafiquant une fois aux mains de la justice passent aux aveux. Ils espèrent ainsi bénéficier d'un traitement de faveur et d'une réduction de peine. Dans le cas du trafic international de cocaïne : le cerveau s'est montré coopératif et ne se faisait pas prier pour expliquer, en toute décontraction, son mode opératoire, passant aux aveux, donnant force détails sur la manière dont il a fait venir la drogue en Côte d'Ivoire.

### **3. Stratégies de lutte contre le trafic de drogues**

#### **3.1. Stratégies gouvernementales mises en œuvre pour contrer le trafic de drogues.**

Au niveau législatif et structurel, pour renforcer et équilibrer la politique de lutte contre la drogue, le gouvernement ivoirien a pris quatre (4) mesures majeures. La première porte sur le renforcement du cadre juridique par la ratification de l'ensemble des conventions Onusiennes relatives aux drogues. L'état a ensuite adopté la loi n°2022-407 du 13 juin 2022 portant lutte contre le trafic et l'usage illicites de stupéfiants, des substances psychotropes et leurs précurseurs en Côte d'Ivoire. Cette loi a trois (03) axes stratégiques dont le premier axe est de travailler à réduire l'offre, le deuxième est de travailler à réduire la demande et le troisième concerne la coopération internationale. Par ailleurs, pour réduire les capacités des groupes criminels, l'Etat prévoit le renforcement du dispositif opérationnel grâce à la création et l'équipement de structures nouvelles de lutte contre la drogue à la Police, la Gendarmerie, aux Douanes, aux Eaux et Forêts et aux Affaires Maritimes. Enfin, l'Etat envisage la révision du cadre stratégique à travers l'élaboration d'un Plan National Intégré (PNI) de lutte contre la drogue; une stratégie Nationale de lutte contre la criminalité organisée de même que le renforcement du dispositif de prévention et de réinsertion à travers la formation et l'encadrement de la population et surtout de la jeunesse ivoirienne, afin qu'elle se détourne des déviations et des comportements à risque.

#### **3.2. Évaluation de l'efficacité et des limites de ces stratégies**

En dépit de son efficacité, la politique criminelle en matière de trafic de drogues montre quelques limites. Les trafiquants ne sont nullement intimidés par la sévérité de la sanction sur le trafic illicite de drogues. Ils ont en effet une faible perception des risques liés au commerce clandestin des substances psychotropes. Toute chose qui les motive à se maintenir dans cette activité criminelle. Les données de notre enquête de terrain montrent que la faible probabilité d'arrestation et de condamnation des trafiquants justifient en partie les problèmes liés à la lutte contre le narcotrafic. Elle s'explique par diverses raisons. D'abord, le manque de moyens adéquats aux structures de lutte, associé à la faible et difficile collaboration entre les structures de lutte et la réticence des populations à dénoncer les auteurs de trafic illicite, compromet

la lutte. Il y a ensuite la corruption et le manque de professionnalisme et de formation de certains agents de répression qui résistent moins aux propositions financières des trafiquants. Les circonstances qui ont conduit à l'interpellation des individus impliqués dans le vaste trafic international de cocaïne orchestré entre les villes côtières de San Pedro et Abidjan, l'attestent si bien. En effet, c'est à la faveur d'une bagarre survenue dans un appartement sis à Koumassi (commune d'Abidjan) et ayant donné lieu à des coups et blessures portés par Gustavo Alberto Valencia Sepulveda (l'un des principaux accusés) sur une fille de joie consécutivement à leur mésentente sur les modalités de désintéressement de cette dernière en contrepartie des rapports charnels entretenus, que l'affaire a commencé. Ce qui fera dire au principal narcotraffiquant « *C'est le hasard qui m'a fait tomber, pas la police ! Sur le plan professionnel, tous les policiers ivoiriens manquent de formation.* » Une autre faiblesse du système de répression porte sur les nombreuses et intempestives interventions de certaines autorités en faveur des trafiquants. Les personnes qui s'adonnent au trafic illicite de drogues et de substances psychotropes ont un carnet d'adresse bien fourni. Ils développent au préalable ou à mesure que leur activité criminelle prend de l'ampleur, un réseau d'amis et de connaissances dans la haute sphère de la société. Par ailleurs, les contrevenants bénéficient le plus souvent d'un règlement à l'amiable ou d'une absence de peine d'emprisonnement. Les complicités, les règlements à l'amiable, les protections dont bénéficient les trafiquants (parfois au sommet de l'Etat), la rareté des condamnations, semblent rendre la lutte contre le trafic illicite de drogue et de substances psychotropes plus difficile. Une riposte appropriée suppose la mise en place de certaines mesures. Éventuellement, comparer les stratégies de lutte contre le trafic de drogues en Côte d'Ivoire avec celles d'autres pays de la région pour identifier des pratiques efficaces. Renforcer les capacités nationales de lutte en créant des programmes de formation nationaux et sous régionaux et en augmentant l'aide multisectorielle dans le domaine de la lutte contre la drogue.

### **Discussion**

Cet article a montré qu'il existait une réelle menace du narcotrafic sur la Côte d'Ivoire. Le pays déjà en proie à une forte prolifération de drogues est devenu en quelques années la plaque tournante de ce trafic. L'importance des saisies de drogues ces dernières années confirme l'implantation des réseaux internationaux dans le pays qui semble occuper une place stratégique, à mi-chemin entre les centres de production sud-américains et les marchés de consommation européens. Cette menace est d'autant plus réelle qu'en 2019 un réseau de trafiquants dans lequel étaient notamment impliqués des citoyens italiens soupçonnés de travailler pour les mafias napolitaine et calabraise de la Camorra et de la Ndrangheta, avait été démantelé en Côte d'Ivoire après une saisie de cocaïne au Brésil (Yassin Ciyow, 2022). Il en découle la nécessité de recommander, au vu de la prégnance du phénomène et des conséquences négatives potentielles, d'assurer une meilleure compréhension du processus de commercialisation des drogues et des réponses apportées.

Les résultats portent tant sur les saisies, les modes opératoires des criminels que les insuffisances de la politique criminelle nationale. Concernant les interventions, l'enquête montre une augmentation des saisies au fil des années avec une diversité des produits. Les saisies de cannabis en Côte d'Ivoire ont explosé, passant de 2,88 tonnes en 2019 à 31 tonnes en 2023, soit une augmentation de plus de 1000 % en seulement quatre ans. Pareil pour la cocaïne qui est passée de 1,39 kg en 2019 à 6,12 tonnes en



2023. Cela indique une intensification significative du trafic, qui mérite une attention particulière

Par ailleurs, les saisies concernent tout le territoire national avec des zones spécifiques qui servent de point de ravitaillement aux villes secondaires et reculées. Ces chiffres démontrent la volonté des trafiquants en dépit de quelques pertes, à faire de la Côte d'Ivoire une zone de transit et de consommation. Cette volonté criminelle s'accompagne de la création de nombreux marchés et de groupes de relais pour rapprocher la demande de l'offre. C'est le même constat que faisait S. Boeke (2016, p. 916) chez les combattants djihadistes dans la région transsaharienne, la Libye et le Nigéria, sur l'utilisation intensive de tramadol (un analgésique opioïde) et de Captagon (un psychostimulant qui accroît la vigilance). Les comprimés pénétraient la région depuis la Grèce et le port de Tobrouk, en Libye, mais également depuis Lomé (au Togo), Cotonou (au Bénin) et le Nigéria. P. A. Chouvy (2004, p.223) décrit la même technique chez les trafiquants aux frontières de la Birmanie, du Laos et de la Thaïlande, pour en faire un haut lieu de trafics et de contrebande par où transitent des flux de drogue. Ces résultats confirment ceux de M. Schiray (2001, p. 393) qui note que le trafic de drogues, semble très largement organisé par des groupes ou des réseaux criminels largement polyvalents. Pour ce qui concerne les stratégies des délinquants, l'étude note une diversité de manœuvres innovantes. Les méthodes ne font pas appel à la violence, contrairement aux gangs brésiliens décrits par C. Geffray (2001, p.465) mais à la malice, la persuasion et la corruption. Les trafics sont contrôlés par de petits groupes autonomes, organisés avec des rôles interchangeable qui fragmentent les flux d'approvisionnement. Ces résultats rejoignent les conclusions des travaux de S. Keating, Q. Rossy & P. Esseiva, (2020, p.176) qui décrivent des trafiquants organisés avec des rôles identifiés faisant appel à des compétences multiples. L'étude se veut une contribution à la réflexion sur la lutte contre le trafic de drogues en croissance en Côte d'Ivoire, dans un contexte de menace djihadiste. La portée de ce travail est de montrer comment les trafiquants, grâce aux opportunités criminelles qu'ils exploitent, entretiennent des stratégies favorables au développement du trafic en Côte d'Ivoire.

### **Conclusion**

L'analyse des saisies de drogues révèle que les narcotrafiquants transforment la Côte d'Ivoire en un point névralgique pour le transit et la consommation de drogues. En effet, l'augmentation des saisies de drogues (cannabis, cocaïne, MQIF) au fil des années et la diversité des villes investies par les trafiquants au cours de ces cinq (5) dernières années atteste bien l'existence d'opportunités criminelles, mais pose également de graves défis sociaux, économiques et sanitaires pour la Côte d'Ivoire.

L'étude a pu montrer que pour parvenir à leur fin, les trafiquants n'affrontent plus les acteurs de la sécurité, mais les utilisent désormais comme moyens de contournement ou d'adaptation au contrôle social formel.

Par conséquent, l'étude recommande de former les acteurs de la sécurité aux valeurs professionnelles, ce qui pourrait renforcer leur intégrité et leur capacité à contrer efficacement le narcotrafic, tout en rétablissant la confiance du public envers les institutions de sécurité. Il est crucial que les autorités gouvernementales, les organisations non gouvernementales et la communauté internationale collaborent pour développer des stratégies durables afin de lutter contre ce phénomène croissant.

La mobilisation de tous les acteurs est essentielle pour inverser cette tendance alarmante.

### Références bibliographiques

- BOEKE Sergei, 2016, "Al Qaeda in the Islamic Maghreb: Terrorism, insurgency, or organized crime?" *Small Wars & Insurgencies* 27:5, p. 914-936
- CHOUVY Pierre-Arnaud, 2004, « Le Triangle d'Or : fondements géo historiques des chemins de la drogue », *Outre-Terre*, n° 6, p. 219-235.
- GAYE Serigne Bamba, 2017, « Connexions entre groupes djihadistes et réseaux de contrebande et de trafics au sahel ». Friedrich-Ebert-Stiftung.
- GEFFRAY Christian, 2001, « Introduction : trafic de drogues et État » Dans *Revue internationale des sciences sociales* volume 3, n°169, p. 463 à 468 Éditions Érès ISSN 0304-3037 ISBN 9782865868933 DOI10.3917/riss.169.0463
- KEATING Sorcha, ROSSY Quentin et ESSEIVA Pierre, 2020, « L'identification des rôles dans un trafic de stupéfiants par la géolocalisation des données téléphoniques recueillies au cours de l'enquête. *Criminologie*, 53(2), 171-192. <https://doi.org/10.7202/1074192ar>
- Labrousse Alain, 2004, *Géopolitique des drogues*, Paris, Puf,
- LACERA Nestor david Roa, 2017, *perspective monde*.
- NATARAJAN Mangai, ZANELLA Marco et YU Christopher, 2015, « Classifying the variety of drug trafficking organizations". *Journal of Drug Issues*, volume 45 numero (4), p.409-430. <https://doi.org/10.1177/0022042615603391>
- NELLEMANN Christian, SHAW Marck, (Eds), 2018, "Atlas Mondial des Flux Illicites. Une étude menée par RHIPTO-INTERPOL-GI. RHIPTO-Centre norvégien d'analyses mondiales, INTERPOL et l'Initiative mondiale contre le crime organisé transnational. [www.rhipto.or](http://www.rhipto.or). [www.interpol.int](http://www.interpol.int)2018
- ONU DC, 2023. Rapport mondial sur les drogues 2023 Messages clés sur l'Afrique de l'Ouest et le Sahel.
- OICS, 2021, Rapport de l'Organe international de contrôle des stupéfiants.
- PNUE, INTERPOL, 2014. La crise de la criminalité environnementale - Le commerce et l'exploitation illégale de la faune et des ressources forestières menacent le développement durable. Évaluation pour une intervention rapide.
- SCHIRAY Michel, 2001, « Dans *Revue internationale des sciences sociales* /3 (n°169), pages 389 à 396 Éditions Érès ISSN 0304-3037 ISBN 9782865868933 DOI10.3917/riss.169.0389
- SILVER Elisabeth et JOHNSON Catherine, 2021, « Anti-corruption hot topic: corporate transparency emerges as cornerstone of financial integrity regulatory reforms », Vedder Price, *Bulletin information*